

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

10 JAN. 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 4 janvier 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DECHAMBOUX SA
300 Avenue Jean Morin
74800 La Roche-sur-Foron

Références : 20240104-RAP-InspectionDechamboux
Code AIOT : 0006104671

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 janvier 2024 dans l'établissement DECHAMBOUX SA, 300 avenue Jean Morin ZI de Dragiez 74 800 La Roche-sur-Foron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECHAMBOUX SA
- 300 avenue Jean Morin ZI de Dragiez 74 800 La Roche-sur-Foron
- Code AIOT : 0006104671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DECHAMBOUX est spécialisée dans la fourniture de produits chimiques destinés à l'industrie, ainsi que dans le regroupement, le transit et le traitement de déchets industriels dangereux. Elle exploite un établissement d'environ 10 900 m² où elle emploie 25 personnes, situé à La Roche-sur-Foron, en zone industrielle de Dragiez, 300 rue Jean Morin. L'exploitation de l'établissement a été autorisée initialement par arrêté préfectoral du 6 mars 1992. Suite à l'évolution de ses activités, il est aujourd'hui réglementé par arrêté du 11 mars 2020 pour un flux journalier maximal de déchets de 80 tonnes et une quantité totale de déchets sur le site de 559 tonnes.

Le site présente par ailleurs une source sol de pollution en solvants chlorés qui doit faire l'objet d'un traitement dans le courant de l'année 2024.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- possibilité de présence de PFAS dans les effluents pluviaux de l'établissement,
- pollution des sols,
- risque d'explosion de la cuve contenant des liquides inflammables.

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Fiches de constats susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait) été donnée
1	État des lieux PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/
3	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale

Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Mesures de gestion de la pollution des sols	AP Complémentaire du 31/10/2013, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Suite aux constats réalisés, nous demandons à l'exploitant la mise en œuvre des actions correctives suivantes :

- réaliser sous un mois le recensement des PFAS susceptibles de transiter sur le site, en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation, et programmer les campagnes mensuelles d'analyses prévues par son article 3 au plus tard à compter du 28 mars 2024,
- concernant la pollution du sous-sol du site, transmettre :
sous 15 jours
 - les résultats des analyses d'eau d'adduction et d'air du sol réalisées fin 2023 accompagnés de commentaires,
 - la raison de la suppression de l'ouvrage PZ6 ainsi que les modalités de son comblement.*sous deux mois*
 - l'étude géotechnique préalable à la dépollution du site,
 - le plan de conception des travaux de dépollution du site qui devra en particulier préciser :
 - les modalités de réception des fouilles,
 - les conditions de rejet des eaux d'exhaure,
 - le planning définitif des travaux.
- veiller à ce que le disque de rupture de 20 cm de diamètre commandé à la société TECNALP soit installé avant fin février 2024 sur la cuve D3 contenant des liquides inflammables et confirmer la réalisation de cette action à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des lieux PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème : Risques chroniques, établissement de la liste des substances PFAS
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats : Lors de la précédente inspection du 29 août 2023, sur la base des informations communiquées par l'exploitant, nous avons conclu que le site n'était pas redevable des actions prévues par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux substances PFAS.</p> <p>Lors de la présente inspection, nous avons examiné plus précisément les conditions de dépotage des produits neufs et des déchets, dans les cuves aériennes dédiées. Aucun déchargement n'a été effectué durant notre visite. Toutefois, nous avons réalisé les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un camion citerne de la société Dechamboux, présent sur le site, était doté d'un bac de récupération des égouttures sous les organes de connexion des flexibles de dépotage et d'un bac au sommet de la citerne, destiné à récupérer les égouttures lors des chargements en dôme.

L'exploitant nous a indiqué que :

- ses camions sont récents et équipés de tels dispositifs,
- lors des dépotages de camions de société extérieures non équipés de tels dispositifs embarqués, la personne effectuant l'opération récupère les égouttures dans un seau.
- Sur le sol des deux zones de connexion des flexibles aux cuves aériennes de dépotage, nous avons constaté la présence d'absorbant attestant que des produits ou des déchets liquides, en quantité indéterminée, vraisemblablement faible, avaient été épandus. Précisons que les aires de dépotages sont conçues pour que les éventuelles égouttures ou liquides issus d'un épandage accidentel s'écoulent dans les rétentions des cuves aériennes. Ces rétentions où s'accumulent les eaux pluviales sont régulièrement vidées dans le réseau pluvial du site, en amont du séparateur d'hydrocarbures décanteur.

Ces constats montrent la possibilité que des égouttures ou de petits épandages de produits ou de déchets liquides, générées lors des dépotages, rejoignent le réseau pluvial. Dans ces conditions, il nous paraît nécessaire de faire application des dispositions de l'arrêté du 20 juin 2023 précité relatif aux PFAS dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation.

Nous demandons à l'exploitant de réaliser sous un mois le recensement des PFAS susceptibles de transiter sur son site, prescrit par l'article 2 de l'arrêté précité et de programmer les campagnes mensuelles d'analyses prévues par son article 3 au plus tard à compter du 28 mars 2024.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Mesures de gestion de la pollution des sols

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2013, article 4

Thème : Risques chroniques, Traitement des sols

Prescription contrôlée : À l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, des mesures de gestion seront proposées.

Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.

Les autres mesures de gestion seront établies sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, dispositions constructives, confinement, restrictions d'usage, etc).

Ces dispositions devront permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnés au L.511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.

Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent, en premier lieu, l'élimination des sources de pollution ou des « points chauds », en second lieu, la désactivation des voies de transfert.

Si, après la comparaison de l'état des milieux hors du site avec les valeurs réglementaires ou après une évaluation quantitative des risques sanitaires, une incompatibilité était mise en évidence entre l'état des milieux d'exposition et les usages dont ils font ou sont susceptibles de faire l'objet, les mesures proposées dans le cadre du plan de gestion auraient pour objectif de restaurer cette compatibilité.

L'étude comprendra en outre une synthèse technique et non technique.

Constats : La présence de sources de pollutions en solvants chlorés avaient été détectées par la surveillance des eaux souterraines entre 2009 et 2013. Des teneurs en perchloroéthylène ont en outre été mesurées au niveau d'urgences situées à environ 300 mètres des limites du site. L'une

d'elles présente des concentrations faibles, inférieures à 10 µg/l, l'autre des concentrations de 30 µg/l en moyenne avec un pic à 70 µg/l en juillet 2020.

Plusieurs études ont été réalisées afin de caractériser cette source et de la traiter.

La société DECHAMBOUX nous a transmis le 9 octobre 2023 une étude, comprenant un diagnostic complémentaire et un plan de gestion des pollutions, établie par la société GINGER BURGEAP le 10 mars 2023. Les travaux prévus dans ce cadre consistent dans une excavation des terres de la source de pollution située à proximité des quais de déchargement des camions. Une incertitude subsiste toutefois sur l'extension de la zone source sous le bâtiment qui prolonge ces quais. Par ailleurs, l'exploitant nous a indiqué, par courrier électronique du 9 octobre 2023, que des mesures d'air du sol et d'eau d'adduction avaient été réalisées en plus du diagnostic complémentaire du 10 mars 2023.

L'exploitant nous a indiqué qu'il souhaitait traiter cette pollution soit au printemps 2024, en n'utilisant pas les quais de chargement pendant une durée de 4 semaines environ, soit en août 2024, quand l'activité sera notablement ralentie.

Par ailleurs, avant de mettre en œuvre les travaux, il prévoit de réaliser :

- une étude géotechnique pour définir des modalités d'excavation ne présentant pas d'impact sur la stabilité du bâtiment voisin,
- un plan de conception des travaux (PCT) définissant notamment les conditions d'excavation, de gestion des terres, de gestion des eaux...

L'exploitant nous a informé en séance qu'il allait prochainement passer commande des deux études précitées.

Enfin, lors de l'inspection, nous avons examiné l'état des piézomètres situés en aval immédiat du site en dehors de son emprise. Les ouvrages désignés PZ4, PZ5 et PZ9 nous sont apparus en bon état. L'ouvrage désigné PZ6 a toutefois été comblé.

Sur la base de ces éléments, nous demandons à l'exploitant de nous transmettre :

sous 15 jours

- les résultats des analyses d'eau d'adduction et d'air du sol réalisés fin 2023 accompagnés de ses commentaires,
- la raison de la suppression du piézomètre PZ6 ainsi que les modalités de son comblement.

sous deux mois

- l'étude géotechnique préalable à la dépollution du site,
- le plan de conception qui devra en particulier préciser :
 - les modalités de réception des fouilles,
 - les conditions de rejet des eaux d'exhaure,
 - le planning définitif des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite administrative

N° 3 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.9

Thème : Risques accidentels, Compléments à l'EDD du dossier initial

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2023

Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera et transmettra avant le 30 juin 2020 une mise à jour de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation déposé le 4 janvier 2019 qui comprendra :

- une identification des dispositions techniques permettant de confiner dans l'emprise de l'établissement les rayons de dangers associés aux scénarios accidentels ou, à défaut, d'en réduire au maximum l'emprise à l'extérieur du site.

En conclusion de cet exercice, l'exploitant proposera des aménagements destinés à supprimer ou à défaut réduire les emprises des rayons de dangers à l'extérieur du site,

...

L'exploitant fournira dans ce cadre des documents cartographiques et les listes de substances qui seraient à rechercher suite à un incendie.

Constats : Le premier complément à l'étude de dangers réalisée par la société ODZ le 10 janvier 2021 proposait des actions permettant le confinement des rayons de dangers dans les limites du site à l'exception de la montée en pression de la cuve D3 contenant des déchets de liquides inflammables. Ce dernier scénario a été étudié dans un second complément à l'étude de dangers daté du 12 mai 2022.

Le complément du 10 janvier 2021 prévoyait les actions suivantes :

- retrait des cuves de liquides inflammables I1 à I12 et suppression du poste de dépotage associé,
- modification du mode de stockage des liquides inflammables dans le dépôt qui seront disposés dans des containers REI 120 avec rétentions incombustibles équipées d'une détection automatique d'incendie et d'un système d'extinction automatique d'incendie,
- création d'un écran thermique le long de la limite est du site.

Lors de l'inspection du 29 août 2023, nous avons constaté que ces dispositions avaient été mises en œuvre.

Par ailleurs, le complément du 12 mai 2022 à l'étude de dangers prévoyait la mise en place d'un disque de rupture de diamètre 19 cm sur la cuve D3.

Lors de l'inspection du 29 août 2023, l'exploitant nous avait indiqué que malgré les consultations de chaudronniers, aucun n'avait donné suite à sa sollicitation pour équiper la cuve d'un disque de rupture. Il s'était par ailleurs engagé à relancer sa demande auprès de spécialistes et dans le même temps envisager une solution alternative afin d'exclure le scénario.

À l'issue de cette inspection, nous avons demandé à l'exploitant, sous deux mois, d'équiper la cuve D3 contenant des déchets de liquides inflammables d'un événement dans les conditions prévues par le complément d'étude de danger du 12 mai 2022 ou de proposer une solution alternative permettant d'exclure le scénario de pressurisation de la cuve D3. Dans cette hypothèse, les travaux devraient être réalisés sous deux mois supplémentaires.

Par courrier du 31 octobre 2023 l'exploitant nous a transmis un devis de l'entreprise TECNALP du 18 octobre 2023 pour la mise en place d'un disque de rupture de diamètre 20 cm.

Lors de la présente inspection, l'exploitant nous a remis le bon de commande, signé le 21 décembre 2023, pour la fourniture du disque de rupture précité, correspondant au devis du 18 octobre de la société TECNALP.

Le délai indiqué sur le devis étant de 7 semaines, nous demandons à l'exploitant de veiller à ce que les travaux soient achevés fin février 2024 et de nous le confirmer avant cette même date.

Type de suites proposées : Susceptible de suites